

Dans *Le Malade imaginaire* de Molière, un père autoritaire, Argan, qui se dit malade, a décidé que sa fille Angélique, qui s'est promise à un autre, épousera un médecin qui le soignera de toutes ses maladies imaginaires. L'économie mauricienne a aussi ses faux malades, ces firmes profitables qui, qu'il pleuve ou qu'il fasse beau, réclament toujours plus d'aides de l'État, dont les institutions n'en demandent pas moins pour jouer aux médecins de Molière. Comme Argan, les patrons ont une obsession pour la maladie, qui est ici économique. Comment les amener à se ranger du côté de l'amour vrai, celui des principes économiques ? Ce livre y travaille, mais la pilule est dure à avaler. En définitive, Argan lui-même sera médecin. Et si le secteur privé aussi, poumon de l'économie, se fait médecin à la place de l'État ?



Eric Ng Ping Cheun est économiste, dirige sa propre boîte de conseil, PluriConseil, commente l'actualité économique et a publié plusieurs livres sur l'économie.

ISBN 978-99949-77-73-4



Un malade imaginaire

ERIC NG PING CHEUN

Un malade imaginaire

Au chevet de l'économie mauricienne



ERIC NG PING CHEUN

Du même auteur

Maurice la cigale (2019)

Fifty Economic Steps (2018)

Economic Sense (2017)

L'économie de la diversité (2015)

Robinson sur l'île durable (2013)

Alice in Dodoland (2012)

A contre-courant (2011)

Mieux comprendre l'économie (2005)

TABLE DES MATIÈRES

Prologue : Le poumon de l'économie et son médecin 1

La naïveté : une économie inflationniste

1. Le mystère de la croissance	11
2. L'inflation généralisée et durable	25
3. L'enchaînement prix-salaire	30
4. Le déséquilibre du marché du travail	36
5. Le mantra de l'effet multiplicateur	44
6. Le tango des déficits extérieurs	52

La facilité : le délire monétaire

7. Le tigre par la queue	63
8. Le fantôme des taux d'intérêt bas	69
9. La création monétaire	79
10. L'illusion monétaire	86
11. Solvabilité forcée	89

L'égoïsme : une génération sacrifiée

12. Quoi qu'il en coûte	99
13. Dans la spirale de la dette	107
14. L'Arlésienne de la réforme des retraites	117
15. Ciblons les pauvres et l'envie	125
16. Les chausse-trapes de l'État populiste	131

**L'avidité :
la socialisation des pertes**

17. La recherche de rente	143
18. De l'opportunisme au corporatisme	149
19. L'incertitude radicale	155
20. La résilience face à la peur panique	160
21. L'État paternaliste, actionnaire et entrepreneur	165
22. Zombification ou destruction créatrice	173

**L'audace :
consolider, diversifier et moderniser**

23. Réajustement économique	183
24. Sécurité ou souveraineté alimentaire ?	189
25. Revisiter le modèle textile	195
26. Le tourisme dépendant de l'aviation	201
27. Jusqu'où réguler les services offshore ?	208
28. L'immobilier, une valeur sûre ?	214

**La vanité :
le vert est dans le fruit**

29. Le virus climatique du catastrophisme	223
30. Découplage entre croissance et climat	228
31. L'écologie de marché	234
32. Recyclage n'est pas conservation	241
33. Transition énergétique	244
34. Développement durable	251
35. Le pouvoir social	257

Épilogue : Idées ou intérêts ?	261
---------------------------------------	------------

Index des noms	271
Index des thèmes	273

Présentée sous le règne absolu de Louis XIV, *Le Malade imaginaire* est la pièce d'adieu de Jean-Baptiste Poquelin, dit Molière. La comédie-ballet en trois actes est jouée pour la première fois le 10 février 1673. Molière y tient le rôle d'Argan. Très malade, il mourra une semaine plus tard.

Argan, qui prétend être malade, veut que sa fille Angélique épouse un médecin qui pourra le soigner gratuitement. Il lui propose Thomas Diafoirus, qui est stupide. Elle veut plutôt épouser Cléante qu'elle aime et qui l'aime. Elle confie son projet à Toinette, la servante.

Pour approcher Angélique, Cléante feint d'être son professeur de chant.

Angélique essaie en vain de défendre son choix face à trois égoïstes : Thomas Diafoirus, Argan et Béline, la seconde épouse d'Argan, qui cherche à s'emparer de la fortune de son mari.

Béralde tente longuement de raisonner son frère, Argan, et de chasser les médecins qui l'entourent. Toinette l'aide en se faisant passer pour un médecin.

Devant Argan qui fait semblant d'être mort, Béline révèle ses véritables intentions. En faisant croire qu'il est mort, Argan démasque Béline et mesure l'amour de sa fille.

Finalement, Argan accepte Cléante comme gendre à condition que ce dernier « *se fasse médecin* ». Grâce à un coup de théâtre, un événement inattendu, les amoureux peuvent se marier.

PROLOGUE

Le poumon de l'économie et son médecin

« S'il y a bien une leçon à tirer de la pandémie, c'est que le monde a besoin de nouveaux poumons. »¹

Dans son numéro de février 2023, *Alternatives économiques* consacre un dossier au maquis des aides publiques aux entreprises françaises. Cette revue, connue pour être favorable à l'interventionnisme étatique, dénonce ces aides qui alourdissent considérablement le budget de l'État et creusent davantage la dette de la France. Ici comme ailleurs, on justifie une politique de « quoi qu'il en coûte » sur le dos du Covid-19, mais elle a, en fait, accentué des dérives budgétaires. Les contribuables sont aujourd'hui comme les Danaïdes, les filles du roi Danaos, qui, pour avoir tué leur mari, furent condamnées, aux Enfers, à remplir sans fin un tonneau troué. Le monde d'après ressemblera en tout point au monde d'avant, à savoir une économie de surendettement sous tutelle publique, entravant la croissance économique.

L'île Maurice est un pays endetté. Alors qu'on parle beaucoup de la dette publique, la dette du secteur privé (entreprises et ménages) mérite également une attention particulière. De même, ceci expliquant cela, le pays, connu pour son *welfare state*, doit maintenant avoir le regard tourné vers le *corporate welfare*², c'est-à-dire l'État au service du bien-être des entreprises. Depuis cinq décennies, les firmes mauriciennes sont devenues de plus en plus accros aux aides publiques,

¹ *week-end*, 25 juin 2023, page 20

² Au parlement le 12 avril 2022, le ministre des finances, Renganaden Padayachy, déclarait que le budget de l'État-providence a été amené « à plus de 93 milliards de roupies en 2021-2022 », soit un cinquième du PIB.

cherchant continuellement, tel un drogué, à augmenter la dose. Retirer d'un seul coup la perfusion d'argent public provoquerait une thrombose financière chez beaucoup d'entre elles. Mais on commence à manquer du sang neuf...

Les aides aux entreprises ont tantôt nourri la dette publique, tantôt alimenté l'inflation via l'émission de monnaie. Une partie d'entre elles a été financée, dans le sillage de la pandémie, par une tranche du don de 60 milliards de roupies de la Banque de Maurice (BoM) au Trésor public, et par une portion des 80 milliards de roupies accordées par la BoM à sa filiale, la Mauritius Investment Corporation (MIC) – en l'occurrence, par de l'argent créé par la banque centrale à partir de rien. Précisons que si le gouvernement a déboursé plus de 25 milliards de roupies dans le cadre du Wage Assistance Scheme, du Self-Employed Assistance Scheme et du Special Assistance Scheme³, c'est pour soutenir non seulement les grandes entreprises (dont la plupart ne constitue pas « les grosses compagnies privées » qui font des « super profits »), mais aussi les petites et moyennes entreprises (les établissements ayant moins de 10 employés) et les indépendants⁴.

La perception dans la population demeure que c'est le grand secteur privé traditionnel qui s'affiche comme le plus farouche partisan des aides publiques, brandissant la menace de licenciement à chaque nouvelle crise, sanitaire, économique, financière ou politique. La peur du chômage pousse alors nos gouvernants à faire chorus avec les patrons pour montrer au peuple, tels les médecins de Molière, qu'ils prennent soin de lui. Pour eux, la cause de tous nos maux économiques serait le coronavirus, la guerre en Ukraine, la mondialisation, *you name it*.

³ Chiffre donné par le ministre Padayachy à l'Assemblée nationale le 26 octobre 2021.

⁴ Contrairement à ce qu'affirme Ashok Subron. Voir *week-end*, 26 février 2023.

Mais ne craignez rien, chers citoyens, « tout est sous contrôle », selon la formule consacrée, car le gouvernement est là pour gérer la crise. À chaque fois qu'une « maladie » économique se déclare, les hommes politiques, comme Toinette et ses conseils judicieux adressés à son maître dans la pièce de Molière, ont la solution toute trouvée : « les aides publiques ; accroître les aides publiques ; les aides publiques, vous dis-je ! »

Ce n'est pas que les aides publiques n'ont pas leur utilité, mais elles ne sauraient être l'unique instrument à utiliser en premier ressort. L'aide publique doit être bien calibrée avec des principes directeurs clairs : soutenir les industries où la demande a chuté, et les firmes qui subissent des contraintes de crédit. Ce soutien ne doit pas être sous-dimensionné : outre des reports d'impôts et de cotisations qui soulageront la trésorerie des entreprises, l'État garantira en partie leurs prêts bancaires pour qu'elles soient solvables. Il ne doit pas être surdimensionné non plus : l'État évitera des opérations de renflouement massives et étendues même si elles sont conditionnelles, car elles ne feront que creuser les inégalités de patrimoine. Alternativement, la Banque de Maurice peut aider des investisseurs locaux, à travers un véhicule d'investissement spécialisé, à prendre une participation au capital des sociétés surendettées, au cas par cas.

Certes, il est difficile de déterminer si une entreprise n'aurait pas survécu sans le Covid-19. D'ailleurs, les critères de ciblage ne sont pas optimaux, ce qui résulte en des distorsions structurelles, à savoir que des firmes non viables reçoivent trop de fonds publics tandis que celles en bon état en obtiennent peu. C'est pourquoi, à la place de sauvetages compliqués, un simple paiement est cohérent avec ce que les libéraux classiques considèrent comme le rôle approprié d'un gouvernement.

Au lieu de socialiser les pertes des entreprises, le gouvernement gagnerait à partager les risques avec elles, ainsi qu'avec leurs créanciers quand elles se retrouvent dans l'incapacité à rembourser. Il est désormais admis que ce n'est pas les grosses sociétés que la MIC a voulu sauver, mais plutôt les banques commerciales qui avaient pourtant suffisamment de capital pour couvrir leurs créances douteuses. Or, dans un plan de sauvetage de grande envergure, qui est une occasion en or de démocratiser l'économie, il importe que l'État impose comme conditions que l'entreprise en difficulté ouvre davantage son actionnariat au public, et que les banques appliquent une décote sur les prêts non productifs.

La seule contrainte, fixée par voie de réglementation, ce fut l'interdiction de licencier. Mais alors, faute de pouvoir se restructurer à sa guise, l'entreprise bascule dans un cercle vicieux où elle devient dépendante des aides publiques pour survivre. Cela revient à empêcher toute « destruction créatrice » par laquelle l'entreprise se remet à neuf dans toutes ses fonctions essentielles pour se diversifier et se consolider. C'est par un assainissement du dispositif organisationnel des firmes qu'on arrivera à redonner un nouveau souffle à l'économie.

Le gouvernement a sans doute évité d'avoir 100 000 chômeurs, mais les aides aux entreprises ont très peu contribué à limiter les pertes d'emplois, et encore moins à créer de nouveaux postes. Officiellement, selon Statistics Mauritius, le nombre total d'emplois en 2022 (519 600) reste bien inférieur à celui de 2019 (551,300), soit 31 700 de moins, tandis que le pays compte 3 500 chômeurs de plus par rapport à la période pré-Covid, avec un taux de chômage plus élevé par un point de pourcentage, malgré une baisse de 28 200 actifs.

Il est donc légitime de s'interroger sur l'efficacité de ces aides. Qu'on les juge nécessaires ou non, le constat reste le même : elles ont un impact minime sur les créations d'emplois. Elles aident très peu à rehausser la compétitivité des entreprises et à favoriser l'innovation. On peut même penser que les aides se substituent à la volonté d'innover. Pourquoi une firme risquerait-elle d'investir pour devenir plus innovante que ses concurrents quand il suffit de passer à la caisse de l'État ? Qui plus est, lorsque ladite caisse est alimentée par les ménages (impôt sur le revenu), par les consommateurs (taxe à la valeur ajoutée) et par un surcroît de dette publique !

Déficit de compétitivité, de productivité, de créativité, et aversion au risque, au changement, à la concurrence, voilà les maladies réelles des firmes mauriciennes. Mais ce sont des maladies imaginaires que mettent en avant les patrons parce qu'elles les arrangent et conviennent aux politiques : l'atonie de la demande. S'il existe une constante chez nos gouvernants, c'est qu'ils ne cessent de faire ressortir la faiblesse supposée de la consommation. Celle-ci serait le « poumon » de l'économie, comme celui du *Malade imaginaire*, mais en vérité nos entreprises ne sont pas en manque d'oxygène, ayant l'estomac bien rempli grâce aux bénéfices qu'elles réalisent.

Même si le coût des aides aux entreprises n'est pas exorbitant, la béquille fiscale aux entreprises coûte une petite fortune au budget de l'État sans obtenir des résultats tangibles. Il y a, de plus, des répercussions négatives indirectes sur l'économie qu'on ne voit pas. De manière générale, il faudra bien financer par les impôts les dépenses publiques destinées à soutenir la demande, ainsi que le service de la dette publique. On craint cette dérive fiscale qui permettra au pays de mourir guéri, ou qui finira par emporter nos malades imaginaires.

À l'étranger, les Mauriciens ont la réputation d'être des gens débrouillards. Mais quid à Maurice ? S'ils font preuve de débrouillardise à la manière de Toinette, les acteurs économiques pourront se rendre service harmonieusement sans l'État faisant irruption dans l'économie.

Dans son œuvre dramatique, Molière dénonce l'ignorance des médecins, l'autorité abusive des pères et l'importance accordée à l'argent, sans oublier les faux-semblants, les ruses et les déguisements auxquels on a recours pour convaincre et arriver à ses fins. Dans le même esprit, ce livre met à l'index, d'abord la naïveté de nos dirigeants de croire en une économie inflationniste aux antipodes de tous les grands principes économiques (première partie), conséquence de la politique délirante de l'argent facile (deuxième partie) ; puis l'égoïsme de ceux qui sacrifient une génération sur l'autel de l'endettement si caractéristique de l'État populiste (troisième partie) ; ensuite le paternalisme d'un État qui sied à l'avidité du secteur privé (quatrième partie), à rebours de l'audace nécessaire pour consolider les piliers économiques (cinquième partie) ; et enfin, la vanité des socialo-écologistes bien intentionnés qui ont la prétention de changer le monde qu'ils imaginent malade (sixième partie).

PREMIÈRE PARTIE

**La naïveté :
une économie inflationniste**

TOINETTE (*déguisée en médecin*) – De quoi dit-il que vous êtes malade ?

ARGAN – Il dit que c'est du foie, et d'autres disent que c'est de la rate.

TOINETTE – Ce sont tous des ignorants : c'est du poumon que vous êtes malade.

ARGAN – Du poumon ?

TOINETTE – Oui. Que sentez-vous ?

ARGAN – Je sens de temps en temps des douleurs de tête.

TOINETTE – Justement, le poumon.

ARGAN – Il me semble parfois que j'ai un voile devant les yeux.

TOINETTE – Le poumon.

ARGAN – J'ai quelquefois des maux de coeur.

TOINETTE – Le poumon.

ARGAN – Je sens parfois des lassitudes par tous les membres.

TOINETTE – Le poumon.

ARGAN – Et quelquefois il me prend des douleurs dans le ventre, comme si c'était des coliques.

TOINETTE – Le poumon. Vous avez appétit à ce que vous mangez ?

ARGAN – Oui, Monsieur.

TOINETTE – Le poumon. Vous aimez à boire un peu de vin ?

ARGAN – Oui, Monsieur.

TOINETTE – Le poumon. Il vous prend un petit sommeil après le repas et vous êtes bien aise de dormir ?

ARGAN – Oui, Monsieur.

TOINETTE – Le poumon, le poumon, vous dis-je.

(Molière, *Le Malade imaginaire*, Acte III, Scène 10)

En titrant, chacun de son côté, leur ouvrage majeur *Principles of Economics*, deux grands économistes, le britannique Alfred Marshall (1890), fondateur de l'école néo-classique, et l'Autrichien Carl Menger (1871), fondateur de l'école autrichienne, font passer le message que la science économique est affaire de principes. Nul ne peut comprendre le fonctionnement de l'économie s'il n'est pas guidé par les principes économiques. Lesquels n'ont pas changé d'un iota ni avec la grippe espagnole de 1918-1919, ni avec le Covid-19.

Partout dans le monde, et particulièrement à Maurice, les gouvernements ont usé, et abusé, du prétexte de la pandémie du coronavirus pour pomper de la monnaie dans l'économie, ce qui a causé des désajustements fondamentaux et des mauvaises allocations de ressources. Ce non-respect des principes élémentaires de l'économie a résulté en une inflation obstinément élevée, devenue ce maudit poumon qui est la cause de toutes les douleurs d'Argan. L'inflation est, en effet, la source de tous les problèmes économiques qu'on puisse imaginer.

Mais, tel un barbon, c'est-à-dire un père égoïste et naïf⁵, le gouvernant croit pouvoir engranger des gains politiques avec l'inflation qui crée une fausse atmosphère de prospérité en stimulant le revenu national en termes nominaux. « Maurice est un chantier » est le mantra de tout gouvernement, mais ce n'est pas une promesse de croissance dans une économie inflationniste. Ici aussi, le marché du travail doit mieux fonctionner pour favoriser la création d'emplois, un bien meilleur indicateur que le taux de chômage.

C'est dire que le décideur politique pêche par naïveté, d'une part devant ce phénomène mystérieux qu'est la croissance économique (chapitre 1), soit une croissance défalquée d'une inflation généralisée et durable (chapitre 2), alimentée par l'enchaînement prix-salaire (chapitre 3), qui accentue le déséquilibre entre l'offre et la demande de travail (chapitre 4), et d'autre part devant l'effet multiplicateur des dépenses publiques (chapitre 5) qui, en fait, accroissent le déficit commercial (chapitre 6).

⁵ Argan dans *Le Malade imaginaire*

DEUXIÈME PARTIE

La facilité : le délire monétaire

TOINETTE *s'écrie* – Ah, mon Dieu ! Ah, malheur ! Quel étrange accident !

BÉLINE – Qu'y a-t-il ?

TOINETTE – Votre mari est mort.

BÉLINE – Mon mari est mort ?

TOINETTE – Hélas oui. Le pauvre défunt est trépassé.

BÉLINE – Assurément ?

TOINETTE – Assurément.

BÉLINE – Le Ciel en soit loué ! Me voilà délivrée d'un grand fardeau. Que tu es sotté, Toinette, de t'affliger de cette mort !

TOINETTE – Je pensais, Madame, qu'il fallût pleurer.

BÉLINE – Il faut, Toinette, que tu m'aides à exécuter mon dessein, et tu peux croire qu'en me servant ta récompense est sûre. Puisque, par un bonheur, personne n'est encore averti de la chose, portons-le dans son lit, et tenons cette mort cachée, jusqu'à ce que j'aie fait mon affaire. Il y a des papiers, il y a de l'argent, dont je veux me saisir, et il n'est pas juste que j'aie passé sans fruit auprès de lui mes plus belles années. Viens, Toinette, prenons auparavant toutes ses clefs.

ARGAN, *se levant brusquement* – Doucement.

BÉLINE, *surprise et épouvantée* – Aïe !

ARGAN – Oui, Madame ma femme, c'est ainsi que vous m'aimez ?

TOINETTE – Ah, ah ! Le défunt n'est pas mort.

(Molière, *Le Malade imaginaire*, Acte III, Scène 12)

De manière générale, Molière s'en prend aux prétentieux et à ceux qui font semblant. Sa cible privilégiée, c'est les médecins parce qu'ils prétendent soigner en dépit d'un savoir limité et qu'ils se gargarisent de belles paroles.

Cela ressemble, à s'y méprendre, aux banquiers centraux. Alors que les informations et les données sont éclatées et dispersées parmi des millions de personnes, ils se vantent de connaître tous les tenants et les aboutissants de la situation des prix, et de pouvoir soigner l'économie. Lorsqu'ils parlent devant les médias, ils se prennent pour des oracles en murmurant des mots qu'ils feignent de comprendre²⁰.

Comme Argan qui fait semblant d'être mort, la Banque de Maurice manifeste un intérêt de pure forme pour la lutte contre l'inflation. Car l'inflation génère des revenus à la banque centrale (par le seigneurage²¹) et au Trésor public (par les taxes sur la consommation). C'est faire de l'inflationnisme que d'ouvrir tout grand le robinet monétaire, principalement à travers l'assouplissement du taux directeur qui, à son tour, impacte négativement le taux de change de la roupie. Seul un malade délirant a besoin d'une telle facilité.

Dès lors, mater l'inflation devient une tâche aussi difficile que de tenir un tigre par la queue (chapitre 7), étant l'amie de ceux qui fantasment sur des taux d'intérêt bas (chapitre 8), conséquence naturelle d'une politique de *money printing*, de création monétaire (chapitre 9), qui maintient les gens dans l'illusion monétaire (chapitre 10) et qui rend solvable la dette publique au prix fort (chapitre 11).

²⁰ « *Since I've become a central banker, I've learnt to mumble with great incoherence. If I seem unduly clear to you, you must have misunderstood what I said* », a dit, un jour, le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, à un congressiste. Une fois, il fit part de ceci à quelques économistes de Wall street : « *I know you believe you understand what you think I said, but I am not sure you realise that what you heard is not what I meant.* »

²¹ C'est le processus par lequel la banque centrale tire un revenu net de l'émission de pièces de monnaie et de billets de banque.

TROISIÈME PARTIE

L'égoïsme : une génération sacrifiée

THOMAS DIAFOIRUS – Mademoiselle, et je puis être honnête homme et vouloir bien vous accepter des mains de Monsieur votre père.

ANGÉLIQUE – C’est un méchant moyen de se faire aimer de quelqu’un que de lui faire violence.

THOMAS DIAFOIRUS – Nous lisons des anciens, Mademoiselle, que leur coutume était d’enlever par force de la maison des pères les filles qu’on menait marier, afin qu’il ne semblât pas que ce fût de leur consentement, qu’elles convoiaient dans les bras d’un homme.

ANGÉLIQUE – Les anciens, Monsieur, sont les anciens, et nous sommes les gens de maintenant. Les grimaces ne sont point nécessaires dans notre siècle, et quand un mariage nous plaît, nous savons fort bien y aller, sans qu’on nous y traîne. Donnez-vous patience, si vous m’aimez, Monsieur, vous devez vouloir tout ce que je veux.

THOMAS DIAFOIRUS – Oui, Mademoiselle, jusqu’aux intérêts de mon amour exclusivement.

ANGÉLIQUE – Mais la grande marque d’amour, c’est d’être soumis aux volontés de celle qu’on aime.

(Molière, *Le Malade imaginaire*, Acte II, Scène 6)

Molière critique la soumission à l'argent et les pères autoritaires qui ne regardent que leur intérêt personnel. Il s'en prendrait aux bénéficiaires de l'argent public qui ne pensent qu'à ce qu'ils peuvent obtenir gratuitement pour dépenser au présent, sans se soucier des conséquences pour les générations futures. Or il n'existe pas de repas gratuit : nos enfants demain, comme nos adultes aujourd'hui, paieront la facture en monnaie dévaluée. C'est la marque d'une société patriarcale, personnifiée par Argan, un père égoïste qui ne veut pas que sa fille se marie selon son cœur.

La consommation et l'endettement, publics et privés, sont l'alpha et l'oméga de nos autorités fiscale et monétaire. Leurs politiques sont populaires dans la mesure où elles permettent aux gens de dépenser sans compter. C'est du chacun pour soi, de l'égoïsme, par opposition au chacun par soi, qui traduit l'effort individuel, nécessaire pour produire. Une économie fondée sur les dépenses des actifs et des retraités, sans que suive la production, ne peut que stagner dans l'inflation. Avec la stagflation qui guette, c'est la soutenabilité de la dette, davantage que son niveau, qui pose problème pour un pays déficitaire aux ressources limitées.

Il est ahurissant que nos gouvernants sacrifient une génération sur l'autel du populisme économique, quoi qu'il en coûte pour le Trésor public (chapitre 12), entraînant le pays dans la spirale de la dette (chapitre 13), sans une réforme sérieuse du système public des retraites (chapitre 14) et sans recourir au ciblage des aides sociales (chapitre 15), pendant que des cerveaux fuient les embûches de l'État populiste (chapitre 16).

QUATRIÈME PARTIE

L'avidité : la socialisation des pertes

ARGAN – Et je veux, moi, que cela soit.

TOINETTE – Eh fi, ne dites pas cela.

ARGAN – Comment, que je ne dise pas cela ?

TOINETTE – Hé non !

ARGAN – Et pourquoi ne le dirai-je pas ?

TOINETTE – On dira que vous ne songez pas à ce que vous dites.

ARGAN – On dira ce qu'on voudra, mais je vous dis que je veux qu'elle exécute la parole que j'ai donnée.

TOINETTE – Non, je suis sûre qu'elle ne le fera pas.

ARGAN – Je l'y forcerai bien.

TOINETTE – Elle ne le fera pas, vous dis-je.

ARGAN – Elle le fera, ou je la mettrai dans un couvent.

TOINETTE – La tendresse paternelle vous prendra.

ARGAN – Elle ne me prendra point.

TOINETTE – Mon Dieu ! Je vous connais, vous êtes bon naturellement.

ARGAN (avec emportement) – Je ne suis point bon, et je suis méchant quand je veux.

(Molière, *Le Malade imaginaire*, Acte I, Scène 5)

Comme dans la comédie de Molière, ruses et déguisements s'enchaînent dans le monde économique pour rapprocher les deux grands acteurs qui s'aiment éperdument, l'État et le secteur privé. Ainsi des patrons qui, pour approcher le pouvoir politique et obtenir ses faveurs, croient toujours utile de feindre, à la manière de Cléante vis-à-vis d'Angélique. Mais ils ne se rendent pas compte que l'État, tel Argan, n'est point bon, et il peut être méchant quand il veut. En fait, le public et le privé, si amoureux soient-ils, ne pourront jamais se marier, à moins d'un coup de théâtre, qui n'est pas le fait d'une intervention extérieure comme celle de l'État dans l'économie.

Les entreprises privées sont devenues accros à l'argent public, un pognon de dingue ! À croire qu'elles ont l'avidité de Béline, qui cherche à récupérer la fortune de son mari. Le gouvernement ne peut pas interdire les patrons d'être cupides, mais il peut quand même se garder de socialiser leurs pertes, c'est-à-dire de leur donner de l'argent des contribuables pour qu'ils récupèrent ce qu'ils ont perdu.

Du moins, le secteur public doit être conscient du fait que le secteur privé sait comment l'entraîner dans sa recherche de rente (chapitre 17), par opportunisme ou par corporatisme (chapitre 18). Un vrai entrepreneur doit plutôt apprendre à s'adapter à l'incertitude radicale de son environnement économique (chapitre 19), s'il tient à forger une résilience qui l'aidera à surmonter des peurs que l'État suscite de temps à autre afin de mieux asseoir son autorité (chapitre 20). Car l'État paternaliste est, hélas, lui-même un actionnaire et un entrepreneur, donc un concurrent du secteur privé (chapitre 21), sauf qu'il garde en vie des entreprises zombies, au lieu de les laisser mourir pour créer du neuf (chapitre 22).

CINQUIÈME PARTIE

**L'audace :
consolider, diversifier et moderniser**

ARGAN – Ah ! Ma femme, approchez.

BÉLINE – Qu’avez-vous, mon pauvre mari ?

ARGAN – On vient de me mettre en colère.

BÉLINE – Hélas ! Pauvre petit mari. Comment donc, mon ami ?

ARGAN – Votre coquine de Toinette est devenue plus insolente que jamais.

BÉLINE – Ne vous passionnez donc point.

ARGAN – Elle m’a fait enrager, mamie.

BÉLINE – Doucement, mon fils.

ARGAN – Elle a contrecarré, une heure durant, les choses que je veux faire.

BÉLINE – Là, là, tout doux.

ARGAN – Et a eu l’effronterie de me dire que je ne suis point malade.

BÉLINE – C’est une impertinente.

ARGAN – Elle est la cause de toute la bile que je fais.

BÉLINE – Ne vous fâchez point tant.

ARGAN – Et il y a je ne sais combien que je vous dis de me la chasser.

(Molière, *Le Malade imaginaire*, Acte I, Scène 6)

L'envahissement de l'État et de la banque centrale dans l'économie étouffe l'esprit d'entreprise, qui est d'ailleurs en déclin. Depuis deux décennies, aucun nouveau secteur d'activité n'a émergé à Maurice, les industries agricoles et manufacturières se sont à peine consolidées, sinon très peu diversifiées, et la modernisation de l'appareil productif en général n'avance que lentement. Le pays ne sortira du *middle income trap* qu'en libérant la créativité entrepreneuriale.

Pour paraphraser le Prince de Lampedusa, « il faut que tout change, pour que tout reste pareil »⁴⁰. Des réformes structurelles (des changements en profondeur) sont nécessaires afin que Maurice demeure une économie prospère. Pour cela, les décideurs politiques doivent se concentrer sur les facteurs réels de l'économie plutôt que sur ses aspects monétaires, tandis que les dirigeants économiques doivent avoir l'insolence et l'impertinence d'une Toinette.

En d'autres mots, il faut avoir du courage (politique) et du cran pour travailler à un réajustement économique (chapitre 23), pour assurer la sécurité alimentaire de la population (chapitre 24), pour revisiter notre modèle textile (chapitre 25), pour établir un partenariat gagnant-gagnant entre le tourisme et l'aviation (chapitre 26), pour réguler avec souplesse les services offshore (chapitre 27) et pour limiter la formation d'une bulle immobilière (chapitre 28).

⁴⁰ Giuseppe Tomasi di Lampedusa, *The Leopard* (1958) : « If we want things to stay as they are, things will have to change. »

SIXIÈME PARTIE

La vanité : le vert est dans le fruit

ARGAN – Les médecins ne savent donc rien, à votre compte ?

BÉRALDE – Si fait, mon frère. Ils savent la plupart de fort belles humanités ; savent parler en beau latin, savent nommer en grec toutes les maladies, les définir et les diviser ; mais, pour ce qui est de les guérir, c'est ce qu'ils ne savent point du tout.

ARGAN – Mais toujours faut-il demeurer d'accord que, sur cette matière, les médecins en savent plus que les autres.

BÉRALDE – Ils savent, mon frère, ce que je vous ai dit, qui ne guérit pas de grand'chose ; et toute l'excellence de leur art consiste en un pompeux galimatias, en un spécieux babil, qui vous donne des mots pour des raisons, et des promesses pour des effets.

ARGAN – Mais enfin, mon frère, il y a des gens aussi sages et aussi habiles que vous ; et nous voyons que, dans la maladie, tout le monde a recours aux médecins.

BÉRALDE – C'est une marque de la faiblesse humaine, et non pas de la vérité de leur art.

ARGAN – Que faire donc quand on est malade ?

BÉRALDE – Rien, mon frère.

ARGAN – Rien ?

BÉRALDE – Rien. Il ne faut que demeurer en repos. La nature, d'elle-même, quand nous la laissons faire, se tire doucement du désordre où elle est tombée. C'est notre inquiétude, c'est notre impatience qui gâte tout, et presque tous les hommes meurent de leurs remèdes, et non pas de leurs maladies.

(Molière, *Le Malade imaginaire*, Acte III, Scène 3)

Tout commence par Platon, dit le philosophe. Il ne pouvait pas imaginer que les actions humaines puissent détraquer les cycles de la nature. Néanmoins, dans *Le Banquet*⁴⁶, le médecin Eryximaque (son nom signifie « qui combat le hoquet ») distingue deux Eros, l'un qui tend vers l'harmonie, l'autre vers les déséquilibres. De là, à conclure que notre démesure a quelque chose à voir avec les dysfonctionnements du climat, c'est un pas qu'un écologiste zélé franchira sans hésiter, pour dire que Platon, sans le savoir, parle du dérèglement climatique.

Tout ne finit pas par Molière, mais il dénonce en se moquant – c'est ce à quoi consiste la satire – des médecins incompetents et vaniteux. Le fruit de la vanité est encore trop vert pour arriver à des conclusions scientifiques en matière de climat. C'est pourquoi il convient d'éviter la stupidité d'un Thomas Diafoirus et l'obsession d'un Argan têtu pour la maladie, si nous voulons que la planète ne meure pas de faux remèdes. Pour fuir le débat, faute d'arguments valables, certains font dans le quiproquo (malentendu), comme dans cette situation où Angélique pense, un moment, que son père veut qu'elle épouse Cléante⁴⁷.

Dans le pompeux galimatias de ceux qui se prennent pour les médecins de la nature, on relève une passion pour le catastrophisme (chapitre 29), un coupable idéal du changement climatique, nommé croissance (chapitre 30), une ignorance de l'écologie de marché (chapitre 31), une idée reçue sur le recyclage (chapitre 32), le fol espoir de la transition énergétique (chapitre 33) et le concept fourre-tout du développement durable (chapitre 34), autant de malentendus entretenus par la pression du pouvoir social (chapitre 35).

⁴⁶ Texte écrit aux environs de 380 avant J.-C.

⁴⁷ Acte I, Scène 5

EPILOGUE

Idées ou intérêts ?

« Ce sont les idées, non les intérêts, qui déterminent en premier lieu l'action humaine. »

Max Weber⁶⁰

Les idées mènent le monde, disait John Maynard Keynes. À quoi Milton Friedman répondait que ce sont les intérêts qui dictent le cours du monde. Or les idées keynésiennes ont inspiré, et continuent d'inspirer, la plupart des gouvernements. Sans doute parce que les hommes politiques, mais aussi les consommateurs-électeurs et les patrons-lobbyistes, y trouvent leur intérêt...

Le patronat institutionnel s'appelle Business Mauritius, une association de permanents syndicaux du patronat. Les adhérents de Business Mauritius sont des friedmaniens dans l'âme, étant très rarement en guerre ouverte contre les membres de gouvernement sur le plan des idées. C'est ni plus ni moins une guerre d'intérêts entre le pouvoir politique et le pouvoir économique, avec des syndicalistes jouant aux idiots utiles.

C'est par la bataille des idées que les messages de la fédération patronale passeront dans la population. Le problème est que Business Mauritius monte au créneau seulement quand ses intérêts sont visiblement menacés. À trop faire la courbette aux puissants du jour, elle n'est pas prise au sérieux lorsqu'elle émet quelques critiques très lisses contre eux.

⁶⁰ Max Weber, *Sociologie des religions*, 1920

Index des noms

- Aghion, Philippe : 176
Arendt, Hannah : 130
Azihari, Ferghane : 190
Barro, Robert : 105
Basant Roi, Ramesh : 68, 79, 115, 128, 147, 161
Bastiat, Frédéric : 135
Bismarck : 152
Blanchard, Olivier : 99, 114
Buchanan, James : 115
Carney, Mark : 254
Cicéron : 101
Collen, Lindsay : 258
Demsetz, Harold : 151
Desai, Meghnad : 268
Dickens, Charles : 107
Draghi, Mario : 99
Dubarry, Bruno : 183
Duval, Xavier-Luc : 147, 237
Eichengreen, Barry : 176
Ferry, Luc : 232
Fourier, Charles : 129
Friedman, Milton : 28, 50, 82-83, 156, 261
Fukuyama, Francis : 259
Goklany, Indur : 225
Greenspan, Alan : 62
Guterres, Antonio : 228
Hausfather, Zeke : 223
Hayek, Friedrich : 64, 185
Helm, Dieter : 249
Hérodote : 101
Hobbes, Thomas : 161
Hume, David : 128
Jogoo, Vasantt : 238
Jugnauth, Pravind : 246
Kahneman, Daniel : 158
Kalecki, Michal : 136
Kant, Emmanuel : 160, 167
Keynes, John Maynard : 46, 50, 69, 80, 133, 136, 156, 169, 184, 186-187, 261
Khushiram, Sushil : 68, 93
King, Mervyn : 255
Knight, Frank : 155, 158
Koonin, Steven : 223, 228
Lampedusa, Giuseppe Tomasi di : 182
Larosière, Jacques de : 27
Le Roy, Jean-Baptiste : 101
Louis XVI : 29
Machiavel : 150, 160
Mandeville, Bernard : 128
Mansoor, Ali : 183
Marx, Karl : 241-242, 252
Mazzucato, Mariana : 171
Meade, James : 163
Meadows, Dennis : 232
Menger, Carl : 172
Mill, John Stuart : 166-167
Mises, Ludwig von : 267
Montesquieu : 90
Mundell, Robert : 74
Narayan, Aditya : 259
Nietzsche, Friedrich : 232
Nordhaus, William : 234, 236
Olson, Mancur : 269
Onfray, Michel : 237
Padayachy, Renganaden : 1, 2, 102, 176, 230, 251

- Phillips, Elizabeth : 214
Phillips, William : 22
Piketty, Thomas : 126
Pisany-Ferry, Jean : 230
Platon : 222
Pöhl, Karl-Otto : 63
Popper, Karl : 166
Qiu, Bonnie : 250
Ramano, Kavi : 237
Reinhart, Carmen : 91
Ricardo, David : 12, 105, 185
Richet, Pascal : 225, 228
Rocard, Michel : 122
Romer, Paul : 16
Schoeck, Helmut : 127
Schumpeter, Joseph : 134, 176
Seegobin, Ram : 165
Seegolam, Harvesh : 27, 237
Sharma, Sameer : 173
Shellenberger, Michael : 226
Simon, Herbert : 150
Simon, Julian : 227
Sithanen, Rama : 82, 173
Skidelsky, Robert : 186, 256
Smith, Adam : 99, 128, 192
Solow, Robert : 13
Stiglitz, Joseph : 174
Subron, Ashok : 2
Taleb, Nassim : 155, 158, 160, 164
Thaler, Richard : 166
Thunberg, Greta : 234
Tobin, James : 19
Tocqueville, Alexis de : 167, 257
Volcker, Paul : 24
Washington, George : 107
Weber, Max : 266
Wicksell, Knut : 76-77
Williamson, Oliver : 149, 151
Young, Alwyn : 13

Index des thèmes

- Action collective, 269
Agriculture, 189-191
Aides publiques, 3, 5, 153, 173-175
Antifragilité, 164
Assouplissement quantitatif, 82-85
Aversion pour la perte, 158
Aviation, 201-207
Balance des paiements, 52
Basic Retirement Pension, 117-120, 127
Capital hétérogène, 134
Capital humain, 16
Capitalisme, 152-154
Captation de l'État, 146, 269
Changement climatique, 223-228, 231-234, 254
Ciblage, 126-127
Cliométrie, 102-103
Club de Rome, 232, 253
Compétitivité, 198-199
Complexe Fourier, 129
Concurrence, 170-171, 177
Construction, 44-49
Contribution sociale, 121-123
Corporate Welfare, 1, 144
Corporatisme, 152-154
Corruption, 143, 145-148
Courbe de Phillips, 22-23
Courbe de rendement, 73-74
Coûts de main-d'œuvre, 199
Création/Injection monétaire, 26, 64, 66, 79, 81, 88
Croissance décarbonée, 231
Croissance économique, 11-12, 17-18
Croissance endogène, 16
Déficit commercial, 52-53
Déficit courant, 52-56
Déficit primaire, 111
Déficits jumeaux, 56
Demande de monnaie, 80-81
Dépréciation de la roupie, 198-199
Destruction créatrice, 4, 134, 176-177
Dette externe, 57
Dette publique, 89-91, 99-100, 107-110, 113-116
Développement durable/
soutenable, 251, 253
Dialogue public-privé, 267-269
Écologie de marché, 234-236, 238-239
Économie comportementale, 157
Économie de guerre, 101-104, 161-162
Économie du nirvana, 151
Effet d'encaisses réelles, 80-81
Effet d'éviction, 47, 111
Effet de cliquet, 161
Effet multiplicateur, 44-47
Effet Ricardo, 185
Enchaînement prix-salaire, 30
Entreprises publiques, 147
Entreprises zombies, 173-174

- Envie, 127-129
 Environnement, 234-236, 241, 248, 258
 Épargne, 51
 Équilibre de Nash, 269
 Équivalence ricardienne, 105-106, 111
 État actionnaire, 168-169
 Excès de liquidités, 74-75
 Finance durable, 254-256
 Fiscalité verte, 236
 Flexisécurité, 42-43
 Fonction de consommation, 50-51
 Fonds propres négatifs, 91-93
 Fuites d'importations, 47
 Gouvernance, 143, 146
Helicopter Money, 82-83
Homo Oeconomicus, 166
 Hystérésis, 103
 Idées, 261, 265-267
 Illusion monétaire, 86-87
 Imitation, 133
 Immobilier, 214-218
 Impossible trinité, 74-75
 Impôt d'inflation, 91
 Incertitude, 155-159
 Indianocéanie, 201-203
 Indice de Gini, 125
 Inégalité de revenu, 125, 129
 Inflation ciblée, 75
 Inflation importée, 65-67
 Inflation sous-jacente, 25, 63
 Inflation structurelle, 29
 Inflation transitoire, 28
 Information, 156
 Innovation, 176-178
 Intensité énergétique, 229, 231
 Investissement boursier, 217
 Investissement étranger, 58, 196
 Loi de Say, 217
 Marché contestable, 170
 Marché du travail, 37-41, 87
 Mauritius Investment Corporation, 2, 4, 92
Mental accounting, 158
 Méthodes statistiques, 36
 Modèle néo-classique, 13
Modern Monetary Theory, 114, 136-137
 Monnaie forte, 199-200
 Neutralité de la monnaie, 88
Nudge, 166
 Offre de monnaie, 80
 Opportunisme, 149-151
Pandora Papers, 211
 Paternalisme, 165-167
 Patronat institutionnel, 261-265
 Pauvreté, 125-127
 Pays à revenu intermédiaire, 132
 Pêche, 192-194
 Peur panique, 160
 Pic pétrolier, 249
 Piège de la dette, 111
 Piège du revenu intermédiaire, 131-134
 Politique monétaire, 71-72
 Populisme, 131, 135-136
 Pouvoir social, 257, 259
 Prime à l'emploi, 87-88
 Principe d'invariance, 157-158

- Principe de subsidiarité, 268
 Production potentielle, 19
 Productivité globale des facteurs, 20
 Productivité multifactorielle, 14, 34
 Produit intérieur brut, 11
 Propension marginale à consommer, 46
 Rapport Brundtland, 251
 Rationalité limitée, 150
 Recyclage, 235, 241-243
 Réforme structurelle, 187-188
 Régime de capitalisation, 121, 124, 266
 Relance économique, 185-186
 Rendements décroissants, 12-13
 Rente économique, 143-144, 269
 Résilience, 163-164
 Revenu permanent, 50
 Riches, 129-130
 Risque, 155, 157-159
 Robotisation, 196
 Salaire d'équilibre, 38
 Salaire de réservation, 39, 87
 Salaire médian, 31-32
 Salaire minimum national, 30-35
 Science, 224
 Sécurité alimentaire, 189, 192
 Seigneuriage, 62
 Services offshore, 208-213
 Solvabilité forcée, 89
 Sous-emplois, 36-37
 State Trading Corporation, 170-172
 Structure de production, 183-185
 Système par répartition, 118, 123, 266
 Taux d'intérêt naturel/neutre, 76-78
 Taux d'intérêt réel, 70-71, 112
 Taux directeur, 69
 Taxation, 110-112
 Termes de l'échange, 57, 198
 Textile-habillement, 195-197
 Tourisme, 201-204
 Transition climatique, 229-230
 Transition énergétique, 244-246
 Utilité marginale, 172
 Vieillessement de la population, 117, 119
Virtue signalling, 254
 Voiture électrique, 247-250